Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 66 (2016)

Heft: 3

Artikel: Les mots de la démocratie : réflexions autour du nouveau Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines

Autor: Pelletier, Denis

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-630371

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les mots de la démocratie

Réflexions autour du nouveau *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines*

Denis Pelletier

Tout chercheur qui, une ou deux fois dans sa vie, a participé à la mise en place d'un projet de dictionnaire, connaît les règles du genre, et la tension qui s'y noue entre le souci de respecter quelques principes de méthode et les exigences de l'exhaustivité ou du sens commun, qui concentrent l'attention sur les marges du projet, sur ce qui doit y entrer et ce qui demeure en lisière extérieure. La critique en retour s'emploie volontiers à en repérer les oublis et les partis pris cachés. Les dictionnaires ne se lisent pas, ils s'utilisent: ils ne sont utiles qu'au prix de ce désenchantement. Ce sont de passionnants objets à faible densité épistémologique.

Pour le *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines*, entreprise de longue haleine puisqu'un premier volume est paru en 2010, Olivier Christin a choisi de s'affranchir de ces règles: voilà un dictionnaire qui se lit volontiers, de bout en bout.[1] Le second tome accentue les choix du précédent: double resserrement, par le nombre d'entrées (17 au lieu de 25) et par le choix de s'en tenir au registre politique; abandon de l'ordre alphabétique, discrètement rappelé en table des matières comme une concession au genre; grande liberté laissée aux auteurs, historiens, sociologues, anthropologues, économiste, archéologue, dans la manière de traiter le mot qui leur est confié, parfois doublé d'un autre avec lequel il fonctionne en couple. Seule demeure, au fond, l'idée de construire un ouvrage collectif autour d'une liste de termes, c'est-à-dire la référence à un lexique: il s'agit de laisser au propos épistémologique sa primauté sur le genre littéraire.

Le nomadisme dont il est question dans ce livre est de trois ordres. Les concepts circulent d'une science humaine à l'autre au prix d'inflexions critiques et d'emprunts; entre le monde académique et l'espace public au risque d'en dénaturer le sens; d'une langue à l'autre enfin, à l'épreuve de la traduction ou de la reprise. Appliqués à une petite vingtaine d'entrées choisies dans le registre du politique ou qui s'y apparentent par la manière dont elles sont traitées, ces trois formes de nomadisme et leur combinatoire tissent le réseau d'une langue commune à laquelle la démarche généalogique donne une épaisseur qui est parfois de

1 Olivier Christin (dir.), Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines, Paris 2010; *ibid.* 2016.

Denis Pelletier, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Groupe Sociétés Religions Laïcités, Paris, pelletier@pouchet.cnrs.fr

longue durée. Dans l'introduction qu'il cosigne avec Marion Deschamp, qui coordonne le volume, Olivier Christin rappelle le jugement de Quentin Skinner, selon lequel les concepts n'ont pas de définition mais une histoire (p. 12). Mais de quelle histoire s'agit-il ici? Et de quelle langue, puisqu'il s'agit d'un dictionnaire?

La réponse tient dans un jeu de correspondances et d'écarts, entre des entrées qui se font écho et se contrarient parfois, et dont chacune est elle-même concentrée sur des glissements de sens, des emprunts et des incompatibilités. Ce double système de tensions, entre un objet commun et les voies choisies par chacun pour lui donner sens d'une part, entre les différents usages des concepts que décrit chaque entrée d'autre part, devient la trame même du livre, qui en rend la lecture sinueuse et passionnante. Le projet de fond se dessine ainsi: repérer, dans le nomadisme des concepts, le lexique et la grammaire d'une langue du partage et du différend, qui serait la langue de la démocratie telle que l'histoire la construit, à la rencontre entre sciences humaines, pratiques politiques et circulation transnationale des savoirs et des valeurs. De cette langue, il est tentant de chercher à repérer quelques règles de syntaxe, ou du moins quelques régularités de fonctionnement. On le fera ici sous les trois registres des variations de temporalité du lexique, de la description de l'hétérogène et des incertitudes de l'individu.

Les temporalités du lexique

En première analyse, on est tenté de souligner comment ce dictionnaire met en évidence différentes strates du lexique qu'il s'efforce de décrire, en fonction de leurs temporalités et de l'intensité variable de leur présence dans la langue commune. Des mots comme «nation» (Georges Lomné), «peuple» et «race» (Fabian Link), «citoyenneté» (Gianni D'Amato), «civilisation» (Lionel Obadia) nous accompagnent depuis longtemps, au point de nous être devenus familiers jusque dans les controverses qu'ils ont suscitées. Ces controverses sont une part de l'histoire européenne, où le différend franco-allemand occupe une place centrale, parfaitement illustrée par Fabian Link et Georges Lomné. De tels concepts, bien établis, constituent une sorte de *background*, sur fond duquel se détachent épisodiquement quelques «intermittents du lexique», que le débat politique et scientifique met un temps en avant avec une très forte intensité, avant qu'ils ne retournent à l'ombre pour resurgir plus tard dans une configuration transformée.

Il en va ainsi des termes «populisme», «corporatisme» ou «terrorisme». De ce dernier, Marica Tolomelli retrace l'histoire dans sa tension entre terreur d'Etat, révolutionnaire puis soviétique, et violence d'individus ou de groupes contre l'Etat ou la société (les Narodniki russes du second XIXe siècle, les anarchistes français face à la République bourgeoise, le terrorisme spécifique aux guerres de décolonisation). Elle pointé sans trop y insister le tournant qui se loge derrière l'expression de «terrorisme international» qui s'est imposée depuis les attentats du 11 septembre 2001. Dans une configuration un peu différente, Damir Skenderovic met en évidence trois moments successifs du «populisme»: du «People's Party» américain fondé en 1891 au boulangisme français par lequel une partie du radicalisme bascula vers l'extrême droite, en passant par les Narodniki russes déjà présents dans l'entrée «terrorisme», le premier moment est lié à une phase d'installation de la démocratie moderne et d'interrogation sur sa confiscation par les élites au détriment du peuple «réel». Le second temps du populisme est scientifique. Il tient à sa mobilisation par la communauté historienne, dans les années 1960, pour

rendre compte des conditions dans lesquelles des régimes fascistes ou apparentés ont pu s'imposer dans l'Europe en crise des années 1930 et 1940. Le terme revient aujourd'hui encore, mais dans le contexte différent d'une instrumentalisation politique des effets socialement destructeurs de la globalisation: un autre moment du lexique se dessine alors, où le terme se charge d'un contenu culturel qui renvoie à d'autres entrées du dictionnaire, notamment «précarité» et «multiculturalisme», sur lesquelles on reviendra plus loin.

On pourrait enfin analyser sous la même rubrique le terme de «corporatisme», que les sciences sociales américaines ont théorisé au cours des années 1970 comme une forme de gestion, maîtrisée par l'Etat, de la négociation avec les groupes de pression émanant du corps social. Laura Cerasi, qui analyse par ailleurs avec une grande finesse la diversité des théories corporatistes dans l'Italie de l'entre-deux-guerres, montre comment ces chercheurs, tributaires d'un moment particulier de la conjoncture américaine, ont ainsi pris le risque de brouiller une histoire que marquaient à la fois l'utopie chrétienne et romantique de rétablir un ordre corporatif ancien en référence aux «corporations» médiévales, et le modèle fasciste d'une société incorporée à l'Etat.

Une troisième strate me paraît constituée de concepts dont l'intensité polémique est moindre, mais qu'une histoire attentive met à jour dans la longue durée d'une présence discrète, comme une sorte de «basse continue» du concert politique. On reviendra plus loin sur le «dévouement», un de ces concepts «de basse intensité» dont Olivier Christin retrace l'histoire longue depuis la crise de la République romaine. Il a fallu le débat sur la «génération sacrifiée» des années de crise pour que le long savoir accumulé par historiens, sociologues et démographes sur la notion de «génération» (Jérôme Bourdieu) fasse récemment irruption dans la sphère publique. Bien oublié aujourd'hui, la controverse des années 1970 sur la «religion populaire» n'a sans doute pas bouleversé les opinions publiques lorsqu'elle opposait historiens, anthropologues et acteurs de la pastorale – encore qu'elle se soit étroitement articulée, en France particulièrement, sur la crise religieuse qui a suivi le concile Vatican II. Historien de l'époque moderne, Nicolas Balzamo montre pourtant comment ces polémiques révélaient une tradition ancienne de la domination des élites religieuses sur le peuple. Elles formulairent, au lendemain de mai 68, une interrogation proprement politique sur le devenir d'une société en passe de sortir du christianisme. D'une strate lexicale à l'autre, dans l'entrelacs des concepts et les échos circulant des uns aux autres, se trame ainsi une histoire aux temporalités multiples.

Décrire l'hétérogène

En 1938, Marcel Mauss proposa un programme de recherche anthropologique qui visait à repérer les significations variées du concept de «personne» (Chris Fowler) à travers le monde.[2] Directeur d'études au sein de la section des sciences religieuses de l'EPHE, sans doute cherchait-il alors à combattre la fausse universalité du concept chrétien de «personne humaine» auquel adhéraient plusieurs de ses collègues philosophes ou historiens. Chris Fowler n'explore pas cette voie

2 Marcel Mauss, Une catégorie de l'esprit humain. La notion de personne, celle de 'moi': un plan de travail, in: Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland 68 (1938), pp. 263–281.

mais, en archéologue et en préhistorien, il en démontre la fécondité à partir de la tradition anglophone. *Personhood*, en anglais, est construit sur le modèle de *childhood* (l'enfance), ce qui renvoie le terme à un mixte transitoire de qualités de l'individu, là où la notion française de «personne» porte en elle un contenu d'intangible. L'anthropologie anglophone était dès lors mieux à même de tenir à distance la tentation d'un «irréductible» personnel: construite sur le mode relationnel, la personne apparaît dans nombre de sociétés non occidentales comme un composite de qualités diverses, susceptibles de changer avec le temps, à la faveur de rites de passage ou de l'évolution des rôles sociaux tenus par chacun. Loin de définir l'individu dans son unicité, la notion de personne révèle au contraire la *dividuality* et la *partibility* de chaque acteur social, deux intraduisibles qui invalident radicalement toute prétention à l'unité d'un sujet identique à soi-même de sa naissance à sa mort. Chris Fowler montre aussi comment les archéologues, confrontés à la nécessité de recomposer des vies à partir des restes dispersés de toutes sortes (animaux, objets) qu'elles laissent derrière elles, se sont saisis de cette acception du terme. La personne y devient un concept hétérogène, dans un système où les choses et les êtres vivants qui l'entourent interagissent à égalité avec elle, un peu à la manière de la théorie de «l'acteur-réseau» développée ultérieurement par Bruno Latour.[3]

La question de l'hétérogénéité est en effet centrale dans le lexique exploré par ce volume. Elle renvoie certes à une actualité récente, qu'illustre par exemple la lecture conjointe des notices «multiculturalisme» (Francesco Garufo), «inculturation» (Bernard Patary) et «créolisation» (Jane Webster). Issue des sciences humaines, la première s'est imposée au cours des trois dernières décennies dans le discours politique européen, dans un contexte de montée de la xénophobie et de la thématique des «identités collectives» – une entrée dont on regrette l'absence dans ce volume. Instrumentalisé au service d'un discours de l'incompatibilité culturelle, «multiculturalisme» y a perdu sa capacité à décrire la mixité culturelle, au risque de priver le débat public d'un outil de compréhension de l'actualité longuement forgé par les anthropologues et les sociologues. Quant à «inculturation», qui relève du registre missionnaire, Bernard Patary en raconte l'invention au sein du catholicisme postconciliaire, dans un discours marqué par l'héritage de l'anthropologie missionnaire et l'émergence des théologies du tiers monde. Le terme a certes fini par être intégré au vocabulaire romain, mais non sans avoir été expurgé au préalable de son contenu de subversion politique. Jane Webster retrace enfin l'histoire fascinante de la notion de «créolisation», de son origine caribéenne et linguistique à sa culturalisation par des anthropologues tels Melville Herskovits et Edward K. Brathwaithe, puis à sa construction en modèle d'une culture mondialisée de la circulation des hommes, des pratiques et des objets: «nous sommes tous des caribéens», écrit James Clifford en 1988.[4] Avant que les *Subaltern Studies* n'aient commencé à opérer le travail de critique des catégories par lesquelles l'occident a longtemps construit le monde, l'anthropologie avait déjà posé les limites de notre prétention à l'universel, et l'hétérogénéité qui domine aujourd'hui nos cultures est aussi le reflet de ce lent et ancien travail de déconstruction.

3 Bruno Latour, Changer de société. Refaire de la sociologie, Paris 2006.
4 James Clifford, The Predicament of Culture. Twentieth-Century Ethnography, Literature and Art, Harvard 1988, p. 173 (cite p. 277).

Les individus et la domination

De la citoyenneté des migrants à la personne, du multiculturalisme à la précarité, du statut de victime aux exigences du dévouement, du populisme au genre, la question de la capacité de chaque individu à donner sens à son expérience du monde traverse, enfin, nombre des entrées de ce dictionnaire.

On sait ce que cette thématique doit aujourd'hui aux formes nouvelles d'un capitalisme globalisé qui proclame l'obsolescence des institutions traditionnelles de socialisation du travail, au profit d'un discours de l'employabilité, de la flexibilité et de l'individualisation des itinéraires individuels. On sait aussi comment les incertitudes de l'individu peuvent être instrumentalisées dans un contexte mondial de déstabilisation et d'interrogation sur les identités. «Les acteurs sociaux ne disposent pas des mêmes ressources lexicales et conceptuelles et n'ont pas les mêmes moyens symboliques pour dire ce qu'est la réalité, pour la faire exister comme *ordo rerum* ou pour la rendre acceptable», écrivent les éditeurs dans leur introduction (p. 16). On pense bien sûr au Bourdieu de *La misère du monde*, et à la place qu'il accordait aux récits de vie individuels pour saisir la réalité des nouvelles formes de domination.[5] Olivier Christin, un des héritiers les plus conséquents de Pierre Bourdieu en France, est d'abord un historien des guerres et des paix de religion, et de la manière dont l'espace politique moderne s'est construit aux XVIe et XVIIe siècles dans la confrontation entre l'espace public et l'exigence pour les acteurs d'assurer leur salut individuel – une confrontation dont la citoyenneté démocratique moderne pourrait être la version sécularisée.[6]

L'entrée qu'il propose sur le «dévouement» s'inscrit dans cette ligne. Il nous arrive d'écouter ou de lire, avec une lassitude moins agacée que résignée, les déclarations d'hommes politiques prompts à se découvrir un destin de «dévouement» au service du corps social, de préférence à sa tête. A la fois suicide au service de la collectivité et rite d'exécration de ses adversaires, la *devotio* fut pourtant d'abord, au temps de la République romaine en crise, un rituel de la religion civique à forte intensité héroïque, que discréditèrent peu à peu la christianisation de l'Empire et la doctrine du martyre. Le dévouement réapparaît chez Montesquieu et D'Holbach sous une forme encore héroïque mais déjà sécularisée, avant que les révolutionnaires puis les Républicains n'en fassent la vertu civique par excellence. Weber, dans sa seconde conférence sur la vocation du savant, puis Durkheim dans *L'éducation morale*, le reformulent ensuite comme le fondement de l'engagement dans une «cause». La récupération par des dominants de «cette longue [et belle] histoire de la vertu et du sacrifice» (p. 125) au service de leur projet personnel de conquête du pouvoir, et sans guère de risque pour eux, apparaît ainsi non comme l'aboutissement d'une généalogie, mais comme l'instrumentalisation d'un mot en dépit de son histoire. Là où l'ignorance du passé sert à manipuler le présent par des mots privés de leur mémoire, le rôle du chercheur est de rendre la langue à sa fonction critique, qui est de nommer les choses.

Il y a donc dans ce livre un projet proprement politique, qui consiste à s'interroger sur la manière dont la langue du politique peut redonner aux individus la

5 Pierre Bourdieu (dir.), La misère du monde, Paris 1993.

6 Voir notamment Olivier Christin, La paix de religion. L'autonomisation de la raison politique au XVIe siècle, Paris 1997; Vox Populi. Une histoire du vote avant le suffrage universel, Paris 2014.

maîtrise que le jeu des rapports de domination leur enlève, dans le moment même où ce jeu pose comme une règle que leur inclusion dans la société dépend de leur capacité à acquérir cette maîtrise. L'article sur la notion de «victime», dont Irène Hermann retrace l'histoire depuis la Rome républicaine jusqu'à nos jours, est une autre manière de répondre à cet enjeu. Les généralisation du concept de «victime» est en effet récente. Elle s'inscrit au terme d'une longue histoire au cours de laquelle il désignait des individus dans la singularité de souffrances auxquelles ils consentaient parfois et dont la prise en compte dans l'espace public n'allait pas sans un regard de surplomb ni sans une forme d'instrumentalisation – en témoigne encore récemmen la promotion des «victimes du communisme» dans la Russie postsoviétique. La transformation de chaque individu en victime potentielle, qui est une tendance lourde des dernières décennies, porte ainsi le risque d'une atteinte symbolique forte à la notion même de citoyenneté démocratique.

A l'inverse, l'irruption du «genre» (Xenia von Tippelskirch) dans le débat public est le résultat des mobilisations collectives, au cours des années 1970 et 1980, contre des situations de domination et/ou de négation des identités individuelles, relayées par la recherche scientifique et engagées dans un combat pour la reconnaissance du genre comme catégorie structurante de l'espace démocratique. L'histoire est bien connue sans doute, mais sa confrontation à la notice de Gianni d'Amato sur la citoyenneté des migrants éclaire à nouveaux frais la manière dont les dominés peuvent contribuer par leur engagement même à la redéfinition des catégories du politique au nom desquelles ils combattent – ici la citoyenneté, là la démocratie. Franz Schultheis dessine enfin une autre voie d'exploration de l'expérience individuelle de la domination, dans un très bel article consacré à la rencontre de scientifique français et allemands, dans les années 1990, autour de la question de la «précarité». Absent du lexique allemand, le terme *Prekarität* est alors forgé sur le modèle de son homologue français apparu en 1800 et qui a resurgi dans le vocabulaire dans la seconde moitié des années 1980 – en parallèle, remarquons-le, avec l'expression de «nouvelle pauvreté», l'une et l'autre témoignant d'une commune impuissance de l'Etat face aux dynamiques d'exclusion sociale.

La comparaison franco-allemande fonctionne alors pour quelques années, dans une exceptionnelle proximité du travail scientifique au débat public, entre une Allemagne réunifiée où l'ancienne RDA devient un immense laboratoire d'observation de la précarisation comme processus en train de se faire, et une France confrontée à la «nouvelle question sociale», où se croisent le désastre de politiques urbaines aveugles, le poids du passé colonial, les promesses non tenues du droit du sol en termes d'accès de chacun à la réalité de la citoyenneté, l'échec d'un projet d'émancipation des individus par l'accès aux mots d'une langue commune.[7] Dans leur introduction, Olivier Christin et Marion Deschamp évoquent Fredric Jameson et sa conception de notre «inconscient politique», pour rendre compte du poids que portent avec eux les mots de l'espace public lorsqu'ils sont utilisés dans l'oubli de leur histoire (p. 18). L'inconscient est sans doute une menace, mais les usages historiens de la notion d'inconscient collectif sont trop souvent métaphoriques pour qu'on n'éprouve pas quelque réserve à l'égard d'une telle

7 Pierre Rosanvallon, La nouvelle question sociale. Repenser l'Etat-Providence, Paris 2015; Robert Castel, Les métamorphoses de la question sociale, Paris 1995.

référence. Restent pourtant les multiples modalités par lesquelles chaque individu expérimente son propre rapport à l'hétérogénéité, et la question posée de l'addition de ces rapports au sein d'une histoire commune. Rendre à la langue de la politique son épaisseur de sens et d'histoire, de domination et de combat, c'est peut-être une manière d'apprivoiser cette expérience de l'hétérogénéité, du conflit et des identités multiples, qui sont les lieux de passage de la démocratie.